

La voix de l'opposition de gauche

Le 17 septembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

- [Causerie au format pdf \(pages\)](#)

La rubrique musique est abandonnée, je mettrai juste en ligne des morceaux le temps que ma fille les télécharge, puis je les supprimerai.

Quand Macron conseille à un jeune chômeur de l'imiter ou de faire le trottoir.

- Macron à un jeune chômeur : «Je traverse la rue et je vous trouve un emploi» - LeParisien.fr 15.09

Encore un petit effort...

L'homme est un animal, un mammifère, un primate, un hominidé, et comme il n'y a pas de transmission génétique ou héréditaire du savoir, il naît ignorant ou sauvage, esclave ou inconscient de sa nature et de la société. Le but de sa vie va consister à s'élever au-dessus de cette condition primaire afin de lui donner un sens ou de se donner un idéal, de conquérir sa liberté.

Maintenant quand on nous dit qu'il serait l'être appartenant à l'espèce animale la plus évoluée de la Terre, on est en droit d'en douter fortement, d'une part parce que cette évolution n'est pas innée comme on vient de le dire, d'autre part parce que rien ne permet d'affirmer qu'il parviendra à évoluer au cours de son existence ou à quel niveau d'évolution il parviendra. Et s'il ne parvenait pas à prendre conscience de ses besoins, des conditions et des moyens qui lui permettraient de les satisfaire, il se condamnerait à subir sans fin le règne de la nécessité, qui est le lot de la nature animale avec toutes ses conséquences violentes, cruelles, barbares.

A ce jour, après une évolution de millions d'années, force est de constater qu'il n'y est toujours pas parvenu.

Et pour cause...

Les oligarques ont acquis tant de richesse et de pouvoir, qu'ils peuvent déstabiliser l'économie de n'importe quel pays dans le monde. Et qu'est-ce que cela change ? Rien, absolument rien, puisqu'on vous le dit, vous devez le croire.

Non mais cela leur a permis aussi de contrôler ou d'acquérir la plupart des médias, de posséder en plus la quasi-totalité des réseaux numériques. Et alors, qu'est-ce que cela change ? Rien, absolument rien, puisqu'on vous le dit, vous devez le croire.

Etc. etc. etc.

Voilà le discours que tiennent nos dirigeants qui s'obstinent à ne pas vouloir en tenir compte. Partant de là, sont-ils crédibles ? Devinez.

C'est bien cela le plus grave.

- Le mensonge permanent, la plus grave des menaces par Chris Hedges (Truthdig 29.07) - Les Crises 15 septembre 2018

(<https://www.les-crisis.fr/le-mensonge-permanent-la-plus-grave-des-menaces-par-chris-hedges>)

Chris Hedges - Le mensonge permanent est l'apothéose du totalitarisme.

Le régime totalitaire récompense toujours la brutalité et la stupidité.

Le cœur du totalitarisme est son désir d'un conte populaire simple.

LVOG - Eh bien voilà ce qu'on pense du "conte populaire simple" de monsieur Chris Hedges :

Commentaire que j'ai posté suite à son article publié par le blog Les Crises.

- *"Vous n'en avez pas marre de ce baratin ?*

"Nous devons opposer..."

"Nous devons bâtir ..."

"Nous devons nous soustraire..."

Patati patata, nous "devons"..., sauf en finir avec le capitalisme, il faut juste l'"affamer" et le "paralyser."

Entre populisme version parti démocrate de Wall Street : "coopératives gérées par des travailleurs, "circuits courts pour l'alimentation", "régime végétalien", "structures artistiques, culturelles et politiques indépendantes", etc.

... et gauchisme impuissant du petit bourgeois individualiste :

"bloquant les pipelines et les sites de fracturation", "descendant dans la rue pour des actes incessants de désobéissance civile"

... pour finalement pratiquer l'entre-soi "en nouant des relations de personnes à personnes" dans des bunkers "des villes refuges"

Cependant il a un doute sur l'efficacité de sa théorie ou il n'y croit pas lui même "peut-être qu'en fin de compte nous ne pourrions pas nous sauver nous-mêmes", assurément, mais il n'en a pas vraiment conscience.

...et à défaut d'imaginer un moyen collectif pour en finir avec le capitalisme, il ne lui reste plus qu'à vivre de fantasmes, d'illusions, de mensonges, d'hypocrisie qu'incarneront "des groupes de résistance où la vérité, la beauté, l'empathie et la justice perdurent", et tant pis si le reste de la société et le monde pourrit sur place, c'est-à-dire tout ce qui existe en dehors de ces mégalomanes endurcies, à sa manière il est atteint de schizophrénie aiguë, c'est un psychopathe."

Depuis il a fait l'objet d'une douzaine de commentaires des lecteurs du blog Les Crises. La majorité partage mon analyse, mais ce qui est extraordinaire, c'est qu'aucun n'a pris position sur l'essentiel, la nécessité d'en finir avec le capitalisme, et un ou deux seulement s'est interrogé sur les moyens pour y parvenir que je n'avais pas proposés pour que mon commentaire ne soit pas censuré, je voulais juste qu'on ait un aperçu de ce qu'avait dans le ventre les lecteurs de ce genre d'articles.

J'ai obtenu ce résultat en enfermant Chris Hedges dans son propre système ou en faisant ressortir ses contradictions à partir de ses propres arguments, de sorte que personne ensuite ne pourrait les nier, d'où le questionnement des uns et l'embarras des autres.

Je devrais poursuivre en appelant à renouer avec les enseignements du marxisme et de la révolution russe de 1917 et à rejoindre le parti qui les incarne, mais lequel ? Je n'ai pas de réponse à cette question. Il doit exister dans les tendances de plusieurs partis des militants éparpillés qui partagent l'essentiel de mes analyses, mais à ce stade ils ne peuvent constituer un pôle de regroupement.

C'est peut-être à cela qu'aurait dû servir ce portail, c'était sans doute ce qu'espéraient les militants qui s'y connectaient il y a 10 ans ou plus, et qui ont été déçus que je ne m'engage pas dans cette voie. Je dois avouer qu'à l'époque je n'avais pas une vision aussi claire qu'aujourd'hui de la situation, je n'ai pas manqué d'audace, je n'en avais pas la capacité et je leur avais dit, et puis irrémédiablement j'ai trop de lacunes pour faire un dirigeant. Personne n'a voulu admettre ou n'a pu comprendre que l'on devait adapter notre conception de la lutte de classe aux profondes transformations de la société et du monde, à l'évolution du capitalisme et ses institutions... Du coup malheureusement, la combinaison de ces facteurs a fait que nous en sommes là, réduit à un constat ou à supporter tel ou tel parti ponctuellement sans pouvoir aller au-delà. C'est sans doute cela qui est le plus préoccupant ou la clé pour sortir de l'impasse dans laquelle nous nous trouvons.

Au cours des 70 dernières années, aucun nouveau parti ouvrier n'a réellement vu le jour, tous ceux qui ont été créés l'ont été sans que leurs dirigeants rompent avec l'opportunisme qui avait gangrené leurs anciens partis, et de fait s'y sont développés les mêmes méthodes détestables, le même sectarisme et dogmatisme, les mêmes tendances bureaucratiques conduisant à des épurations, des défections massive au fil du temps, des scissions, etc. sans qu'aucun n'émerge vraiment, dans ces conditions ils inspirent davantage la méfiance que la confiance et c'est bien normal, mais ô combien dommage à notre cause !

Si un ouvrier ou une employée ou encore un étudiant peut passer à côté de tout cela, ce ne sera pas le cas des lecteurs du blog Les Crises auxquels je me suis adressé et qui sont issus pour l'essentiel des couches supérieures du prolétariat, des intellectuels, des membres des classes moyennes, à la première discussion avec un militant ils se braqueraient, un malaise les envahirait en présence de quelqu'un qui tenterait de les convaincre de se rallier à ses positions ou de partager une analyse avant même qu'ils aient eu le temps de s'exprimer. Cela aura évidemment le don de produire un effet désastreux chez quelqu'un qui aborde la situation sous un autre angle ou qui s'est forgé ses propres convictions, en s'apercevant qu'elles ne sont pas pris en compte ils auront l'impression de ne pas exister ou que finalement toute discussion est impossible ou ne sert à rien.

Les travailleurs en général ou disons moins évolués le ressentent de la même manière, mais ils sont incapables de l'exprimer. Comme ils disent souvent : Ce que vous dites est bien beau, on est d'accord avec vous, mais on a déjà entendu mille fois ce genre de discours, histoire de dire on ne nous y prendra plus. Les militants ne comprennent pas pourquoi ou ils se racontent des histoires ou encore ils en ignorent la signification, et ce n'est pas leurs dirigeants qui va leur fournir, qu'ils leur demandent pourquoi, nous traduirons leurs réponses, qui à mon avis illustreront de ce qu'on a dit plus haut.

Comme vous pouvez le voir ou le pressentir à la lecture de ce passage ou au travers de votre expérience de militant, militer ne va pas de soi de nos jours, nous ne sommes plus au début du XXe siècle ou au lendemain de la Seconde Guerre mondiale lorsqu'il suffisait de balancer un mot d'ordre pour que spontanément des centaines de milliers de travailleurs s'en saisissent ou vous rejoignent, ils sont quotidiennement mille fois plus bombardés d'informations et de propagande qu'autrefois, ce qui au lieu de les aider à se forger des convictions fait en sorte qu'ils n'en ont plus

aucune ou si peu, et encore, elles sont contradictoires et ils sont enclins à une confusion inextricable qui les conduit à se méfier de tout le monde...

Dans ces conditions, si vous ne tenez pas un discours parfaitement adapté à cette situation, vous n'avez aucune chance qu'on vous écoute ou qu'on vous prenne au sérieux, je dirais même par expérience, et ce ne sont pas les lecteurs qui me contrediront, que quoi qu'on fasse pour les mettre en confiance, on n'aboutira à rien.

En envoyant le commentaire ci-dessus au blog Les Crises, j'ai juste voulu faire une expérience. J'ai constaté qu'il avait été plutôt bien accueilli alors que ce n'était pas évident du tout. Ce n'est pas grand chose, je le sais, mais le résultat même limité est positif, je n'en attendais pas davantage à ce stade.

Monsieur Chris Hedges a ses entrées aussi bien au wsws (World Socialiste Web Site), une organisation trotskyste dégénérée, qu'au New York Times, un tel grand écart qui ne le choque pas parce qu'il s'est fabriqué un système de pensée basé non pas sur la lutte de classes mais la collaboration de classe. On en veut pour preuve que ses articles consistent à inviter ses lecteurs à s'accommoder du capitalisme, plutôt que le combattre pour l'éradiquer de la surface de la terre. C'est d'ailleurs à ce titre qu'avec Truthdig il a été primé à plusieurs reprises par différentes organisations officiant sur la côte ouest des Etats-Unis sous l'influence des oligarques de la Silicon Valley et du parti démocrate.

C'est la bonne conscience du bobo, de l'intellectuel ou du petit bourgeois qui se dit de gauche, qui est heurtée par les excès du capitalisme quand ils l'atteignent ou lui font faire des cauchemars, aussi lui prodigue-t-il des conseils pour qu'il leur rende la vie plus agréable, sans qu'ils aient à culpabiliser ou à justifier sans cesse d'avoir un mode de vie somme toute confortable ou à l'abri du besoin, tandis que le reste de la population en est privé ou croule sous la guerre, après tout il n'y est pour rien, il a la conscience tranquille, il a critiqué le capitalisme, il n'a pas l'intention d'en faire davantage sous peine de devenir un paria en Californie ou à Los Angeles, il vit dans un autre monde que le nôtre qui lui procure satisfaction, alors c'est comme le capitalisme, pourquoi l'abandonner franchement.

Ils sont des milliers et des milliers d'intellectuels à écrire des articles ou des livres, à donner des interviews, à être invités à des conférences, à avoir créé des organisations et des portails sur Internet bâtis exactement sur le même modèle, on les appelle les opposants, mais à quoi finalement, hormis ce qui perturbe leur mode de vie, dérange leur bonne conscience et les concepts qu'ils ont adoptés pour l'entretenir pour que la vie continue comme avant, et le capitalisme aussi.

Quand on examine leur mode de pensée, on s'aperçoit qu'il fonctionne en circuit fermé, comme un système qui est uniquement conçu pour légitimer ou autojustifier les théories qu'ils ont imaginées, parfaitement hermétique à tout élément étranger pour le sauvegarder, ils vont passer le reste de leur vie à l'entretenir et à rien d'autre, autrement dit il n'y a rien à en attendre puisque leur horizon ne dépasse pas celui du capitalisme.

Nous au contraire, nous avons adopté un mode de pensée dynamique, ouvert, que l'on ne peut pas enfermer dans un système ou une bulle sous peine qu'il se putréfie, comme tout système qui périt de ses propres contradictions. Notre théorie n'est pas gravée dans le marbre. Elle évolue en fonction des transformations de la société et du monde. Elle n'est pas dictée par un dogme ou elle n'est pas conçue pour se conformer à un système ou être compatible avec lui. Elle est avant tout le reflet du processus dialectique auquel est soumise la société et tous les facteurs qui la composent, dont l'évolution des rapports détermine l'orientation de la société dans une direction ou une autre. D'où l'action (ou le combat politique) à laquelle nous proposons aux travailleurs et militants de s'associer à partir des faits et de leurs enchaînements pour modifier l'orientation de ces rapports en faveur des exploités et des opprimés afin de parvenir à un changement de régime.

Contrairement à tous ces gens-là, ces beaux parleurs, on ne vit pas de notre théorie, on n'en tire aucun profit individuel, hormis donner un sens à notre vie et en être fier, on n'a même pas besoin de la justifier parce qu'elle correspond à l'idéal humaniste le plus élevé qu'un homme ou une femme peut adopter, en revanche on doit démonter toutes les théories qui s'opposent à la réalisation de cet idéal, notre émancipation du règne de la nécessité, de l'exploitation de l'homme par l'homme, qui passe évidemment par l'éradication du capitalisme de la surface de notre planète.

Ce n'est pas l'objectif de ces gens-là assurément. Ils se comportent comme un procureur qui vous dirait : j'ai le pouvoir de vous rendre votre liberté, mais je n'en userai pas car c'est contraire à ma fonction, à mes convictions, à mes intérêts. Ils critiquent le capitalisme, pour aussitôt le ménager ou se corrompre avec lui. Ils pratiquent en permanence une sorte de double langage. Comment cela se traduit-il ? Ils se considèrent au-dessus des classes et méprisent les masses dans lesquelles ils n'ont aucune confiance.

Voyez comme ils s'adressent aux représentants du capitalisme, à ses institutions dont l'ONU, qu'ils parent de qualités ou de bonnes intentions qu'ils n'ont jamais eu. C'est la limite au-delà de laquelle ils ne peuvent aller ou tout ce qu'on peut attendre d'eux. Autrement dit, ils ne servent qu'à les cautionner ou légitimer leur existence, et la leur au passage, car ils leur rendent bien en retour en leur attribuant des postes, des tribunes, etc. sans lesquels vous n'auriez jamais entendu parler d'eux, ils n'existeraient pas.

Parfois par bêtise ou méchanceté gratuite, on me reproche d'être isolé et inconnu de fait. Et bien je préfère encore mon statut à celui de ces gens-là. Ce ne sont pas les pires, quoique, il faut se méfier des apparences, parce qu'en détournant les travailleurs du combat pour le socialisme ils représentent un véritable danger pour le mouvement ouvrier quand ils ne conduisent pas les militants et travailleurs à désertir le combat politique ou à sombrer dans le désespoir.

S'il fallait un exemple pour l'illustrer, lors de la dernière campagne électorale présidentielle américaine, ils ont fait campagne pour Sanders qui s'est ensuite rallié à H. Clinton, et maintenant quand ils parlent de Trump, ils en viennent à regretter que H. Clinton n'ait pas été élue ou encore Obama, parfois pas si ouvertement, ils y mettent les formes, il faut lire attentivement, sinon ils reprennent à leur compte les thèmes de campagne du parti démocrate, quand ils ne manifestent pas leur nostalgie de l'Amérique des décennies précédentes qui fut toujours en guerre contre le reste du monde.

Ils ne manquent pas de références qui ne sont pas les nôtres.

- Je suis d'accord avec Robert Scheer, l'éditeur de Truthdig qui blogue aujourd'hui sur le rôle de Huffington. Les gens apprécient Huffington et, à juste titre, à mon avis, parce qu'elle est apparue à l'époque où la presse avait échoué, avait été dépassée par des objectifs commerciaux et jouait un rôle actif auprès du gouvernement Bush et de la guerre en Irak. Sans nos lecteurs de vérité, y compris (...) Chris Hedges, Naomi Klein (...) nous aurions des problèmes encore plus graves. De plus, le Huffington Post, comme Facebook, crée un support pour un dialogue public de masse, que j'estime inestimable. Nous avons besoin de cette conversation et de toutes les autres que nous partageons. (Chris Hedges, Huffington, and the Taste of Truth by Alison Rose Levy - Huffington Post blog 23.02.2011)

Le Huffington Post, j'en lis des articles tous les jours, c'est le genre Atlantico.fr ou Slate.com, où on est en présence d'une critique du capitalisme d'extrême droite néolibérale qu'incarne Macron.

Bref, avec de tels opposants, le capitalisme est bien gardé.

La transition est toute trouvée !

Faites tomber les masques. En famille. Pas touche à Macron ! Mélenchon gardien des institutions antidémocratiques de la Ve République.

- Benalla: Mélenchon dénonce une "escalade sans précédent" après les propos de Castaner AFP 14 septembre 2018

Jean-Luc Mélenchon a fustigé vendredi "l'escalade sans précédent" dans "le bras de fer" sur l'affaire Benalla entre l'exécutif et le Sénat, dominé par l'opposition de droite, après l'avertissement lancé par Christophe Castaner aux sénateurs.

Le délégué général de La République en marche a averti vendredi matin lors d'une conférence de presse que "si certains pensent qu'ils peuvent s'arroger un pouvoir de destitution du président de la République, ils sont eux-mêmes des menaces pour la République".

"Le bras de fer de Macron, Castaner et Benalla avec le Sénat est du jamais vu. Il marque désormais une escalade sans précédent avec l'accusation de Castaner selon laquelle le Sénat chercherait la destitution du Président de la République", a réagi le leader de La France insoumise dans un post sur sa page Facebook.

"En exportant sa crise d'autorité, l'exécutif l'amplifie et déstabilise les institutions. Gare aux chutes imprévues!", a-t-il lancé. AFP 14 septembre 2018

Mélenchon ne loupe pas une occasion pour légitimer Macron et les institutions. Non mais vous imaginez un peu, destituer sa majesté Macron Ier, déstabiliser les institutions, quelle audace insupportable !

Effectivement, Mélenchon pourrait faire un bon Premier ministre sous Macron !

En complément.

Je me suis demandé pourquoi dans certains articles Thierry Meyssan faisait allusion aux trotskystes américains qui seraient devenus des néoconservateurs, sans en faire une fixation, je lui ai posé la question et il ne m'a pas répondu. Et ce matin tombant sur un article du Point dédié à Plenel, j'ai eu l'idée de taper sur Google les noms de quelques dirigeants trotskystes des années 30-40 pour voir ce qu'ils étaient devenus, et là j'en ai découvert un auquel Meyssan devait faire allusion, je n'en ai pas trouvé d'autres, il faut dire que je n'ai pas cherché au-delà d'une poignée de dirigeants.

Wikipédia - James Burnham (November 22, 1905 – July 28, 1987) Dirigeant trotskyste du Socialist Workers Party (SWP) qu'il quitta en avril 1940.

En 1955, il aida William F. Buckley Jr. à fonder le magazine National Review, qui, dès le début, prit position dans la politique étrangère, ce qui correspond à celui de Burnham. Burnham est devenu un contributeur de longue date à la revue, et Buckley l'a qualifié "d'influence intellectuelle numéro un sur la Revue nationale depuis le jour de sa fondation." Néoconservateur, "bien que les idées de Burnham aient eu une influence importante sur les factions paléo-conservatrices et néoconservatrices de la droite américaine.

En 1983, le président Ronald Reagan lui a décerné la Médaille présidentielle de la liberté. (Wikipédia en anglais)

C'était l'histoire d'un mec en quête essentiellement de reconnaissance et de pouvoir.

- Dans la tête d'Edwy Plenel - Le Point 14.09

Journaliste à « Rouge » dans les années 1970, il fut ensuite directeur de la rédaction du « Monde » de 1996 à 2004. Il est depuis 2008 cofondateur et président du site d'information Mediapart. (Les idées, ça va ça vient tout dépend ce que cela rapporte. - LVOG)

- Il cherche à influencer la société française pour qu'elle devienne « radicalement démocratique et sociale ». (Ce qui est évidemment impossible en régime capitaliste, c'est antinomique. - LVOG)

- Il assigne à son journal la tâche de mobiliser les citoyens, de tenir le peuple en éveil. Il considère ainsi qu'attaquer Mediapart et l'attaquer lui, c'est s'en prendre à la démocratie. (Rien que cela, il ne fallait pas l'attaquer quand il a appelé à voter Macron, sans doute parce le futur roitelet incarnait la démocratie. - LVOG)

- Quand il était au creux de la vague, il a corédigé un ouvrage avec Hollande en 2006. Il était sûr que Hollande serait président un an plus tard. Il a eu du flair, il s'est juste trompé de moment. Il a aussi appelé à voter Macron alors qu'idéologiquement il était plus proche de Mélenchon. Alors, quand l'actuel président l'invite à l'interviewer, il en profite pour apparaître plus comme un opposant que comme un simple journaliste-questionneur. (Il faut bien essayer de sauver les apparences de manière à faire en sorte que ses partisans ou lecteurs puissent conserver leur bonne conscience. Il aura bouffé à tous les râteliers pour développer sa boutique. - LVOG)

- Aujourd'hui, Edwy Plenel est à la tête d'un journal très rentable. (La bonne conscience et l'imposture n'ont pas de prix ! - LVOG)

- Il est adulé au XXIe siècle par les étudiants des écoles de journalisme et tout autant par ceux du XXIIe siècle. Le Point 14.09 (Quand on sait ce que sont devenues les écoles de journalisme, c'est peu flatteur, c'est même détestable. - LVOG)

Ils osent tout. En famille. La gauche réactionnaire ou l'illusion des "fabricants d'espoir".

- Européennes: l'union de la gauche écolo et non-populiste à la fête - Liberation.fr 15.09

En l'absence des Insoumis à la fête de l'Humanité, le numéro 1 du PCF Pierre Laurent et Benoit Hamon ont appelé ce samedi à un rassemblement de toutes les forces sociales écologistes et européennes. Mais le leader de Génération.s a tâché les penchants populistes du mouvement de Jean-Luc Mélenchon...

Son traditionnel discours à la Fête de l'Humanité, devant les représentants de la gauche dont Benoît Hamon (Génération.s), Emmanuel Maurel (PS) ou encore Julien Bayou (EELV), était tout autant destiné aux électeurs de gauche qu'aux militants communistes.

"Ce ne sont pas les colères qui nourrissent (les luttes), ce sont avant tout les espoirs. Nous sommes, les communistes, des fabricants d'espoir, nous l'avons toujours été", a-t-il ainsi déclaré.

"Nous ne devons pas nous laisser être prisonniers d'un étau infernal, d'un côté la surenchère de la politique ultralibérale, de l'autre côté le poison nationaliste, xénophobe", a-t-il dit aux communistes.

Parmi les mesures qu'il imagine, "un droit opposable à une alimentation de qualité pour tous", notamment dans la restauration scolaire, et un "droit aux transports non polluants", grâce à un "ferroviaire accessible". Liberation.fr 15.09

Après le "droit opposable au logement", alors que plus de 110.000 travailleurs sont à la rue, il fallait oser !

Qui gouverne ? Quand la stratégie du Nouvel ordre mondial totalitaire est à l'honneur à l'Assemblée nationale.

- Nouvel ordre mondial: quand l'Institut Montaigne dicte sa stratégie à la France - sputniknews.com 14.09

En dénonçant les règles du jeu, les États-Unis ont détruit l'équilibre établi où l'Occident était le maître du monde parce que représentant les valeurs démocratiques, fait place au monde multipolaire et donc aux rapports de force. Quelle place la France peut-elle avoir pour recréer le «concert des nations»? Réponse d'un lobbyiste à l'Assemblée.

Brexit, présidence de Trump, montée du «populisme», défaite stratégique des Occidentaux, le monde international est en pleine transformation, en totale mutation a expliqué Dominique Moïsi à la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale.

Une audition, le 12 septembre, où le géopolitologue a expliqué aux députés qu'au-delà du terrorisme de l'État Islamique et de la réémergence de la Russie et de la Chine, «les Européens et donc les Français» se doivent de trouver leur place dans la refondation de l'ordre mondial.

Dominique Moïsi est le conseiller spécial de l'Institut Montaigne, un think tank ou lobby financé par les entreprises du CAC 40 et proche du pouvoir en place. Fin connaisseur de la politique internationale, Dominique Moïsi ne peut être classé ni comme un néoconservateur ni comme un tenant de la realpolitik, à l'instar d'Henri Kissinger. Invité par les députés durant plus de deux heures, il a discoursé sur le thème: «la déconstruction de l'ordre de l'après-guerre: quelles conséquences pour la France?» Une véritable stratégie clefs en main pour la France, donnée par ce membre du groupe Bilderberg et de la Trilatérale.

http://videos.assemblee-nationale.fr/video.6564084_5b98bebd85fe1.commission-des-affaires-etrangees--m-dominique-moisi-conseiller-special-de-l-institut-montaigne-12-septembre-2018

«Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, nous nous sommes pensés constitués, par rapport aux États-Unis et dans le cadre d'une Amérique qui était tout à la fois l'assurance vie des démocraties, l'arbitre des affaires du monde et le champion de la démocratie. [...] Mais [...] l'Amérique, comme le berger avec son troupeau, nous conduit à la noyade et se noie avec nous.» (L'Amérique le champion de la démocratie depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale : De la guerre du Vietnam à celle contre la Syrie. Ils osent tout. - LVOG)

Considérant que «nous» avons déjà eu «des problèmes avec les États-Unis» par le passé et que l'élection de Donald Trump n'en est qu'un de plus, Dominique Moïsi explique que le divorce entre l'Europe et les États-Unis —et donc le changement de l'ordre mondial-, réside davantage dans la non-application de la ligne rouge de Barack Obama au sujet de l'emploi d'armes chimiques en Syrie.

Pourquoi? Parce que cette faiblesse occidentale aurait selon lui enterré les valeurs des Droits de l'homme et de la démocratie. L'ordre mondial créé par les États-Unis, «un empire relativement bienveillant et bienveillant depuis 1945» n'existe donc plus et «nous» devons donc nous réinventer dans cette refondation du nouveau monde. Mais qui ça, nous? ("Un empire relativement bienveillant et bienveillant depuis 1945", qui n'a cessé de guerroyer sur tous les continents en réalité. S'il peut tenir ce discours, c'est parce qu'il est en terrain conquis à l'Assemblée nationale. - LVOG)

«Pour nous Européens, pour nous Français donc, le plus important est de réaliser qu'au moment où les États-Unis s'éloignent de nous, la Russie et la Chine se rapprochent l'une de l'autre.»

La réponse est limpide. Pour faire face à l'entente russo-chinoise, les Français doivent sceller leur destin dans celui de l'Europe. Mais d'une Europe qui n'est pas celle du Brexit ou du populisme d'un Trump ou d'un Orban, mais bien celle de la démocratie et du mondialisme libéraux... prôné par la Trilatérale et le groupe de Bilderberg. Si Dominique Moïsi constate justement que les États-Unis ne sont plus le leader, il récuse l'idée d'un rapprochement avec Pékin ou Moscou, justement à cause de notre modèle et de notre mission:

«D'intégrer cette transformation du monde, lié à ce phénomène majeur qu'est l'évolution des États-Unis, sans être tenté par un renversement d'alliances tel qui pouvait s'en produire au XVIIIème siècle. Il serait absurde, comme le rêvent certains, de substituer à l'Amérique, la Chine ou la Russie. C'est une mauvaise idée.» (Il reprend à la virgule près la propagande de l'OTAN, des oligarques anglo-saxons va-t-en-guerre les plus extrémistes. – LVOG)

Il ajoute:

«Et c'est une idée qui ne mène nulle part. Nos intérêts et nos valeurs nous obligent dans la mesure du possible, non pas à nous substituer à l'Amérique, mais, en nous rapprochant les uns des autres, car nous en avons les moyens et les capacités, à reprendre le flambeau du modèle démocratique libéral classique.» (Celui des guerres impérialistes, coloniales, des coups d'Etat, etc. – LVOG)

Reprendre le flambeau! Mais pas forcément à la façon des États-Unis, cet empire qui a finalement beaucoup agi par décisions unilatérales, mais en restaurant la paix par le droit. Le concert des nations est une réalité aujourd'hui: avec le déclinement des États-Unis, la réémergence de la Chine, la restauration de la Russie et la création de l'Europe. Et cet équilibre des puissances, selon Dominique Moïsi, ne peut être respecté que par l'instauration d'un nouveau droit international, un nouveau multilatéralisme — comme celui prôné par Emmanuel Macron — une version 2.0 des Nations unies. Mais pour cela, l'Europe doit être puissante.

«L'ère post-OTAN, oui! Mais cela rejoint la question sur l'Europe de la Défense. Elle est indispensable. [...] Il y a en Europe, deux pays et deux seuls, qui perçoivent l'Europe comme puissance et l'un de ces deux pays est en train de quitter l'UE: le Royaume-Uni. L'Allemagne évolue dans une direction positive, mais très lentement. Et donc en réalité, la France est très isolée aujourd'hui dans sa conception de l'Europe puissance. Et cet isolement risque de durer.»

Si, comme tous libéraux, surtout de l'Institut Montaigne, Dominique Moïsi considère qu'unis, les pays européens représenteraient une puissance économique de premier ordre, sur le plan militaire, sans être une chimère, cette perspective d'une Europe puissance est loin d'être réalisable. Outre le Royaume-Uni et son Brexit, les pays de l'Est préfèrent encore actuellement l'OTAN et ne veulent pas entendre parler d'une Europe de la Défense. Le constat étant celui-ci, l'europhile convaincu revient donc sur un dessein national:

«Les États-Unis ont abandonné l'Amérique latine à la Chine. L'Europe a très largement abandonné l'Afrique à la Chine et nous avons conjointement abandonné le Moyen-Orient à la Russie. [...] Nous sommes partout sur le recul. À terme, cela n'est pas possible. Et donc je pense que pour nous Français, notre vraie priorité [...] c'est l'Afrique, suivie par le Moyen-Orient, suivi par l'Amérique latine.» (L'avenir, c'est le colonialisme en somme ! – LVOG)

Reprenant —si ce n'était son idée- le programme stratégique d'Emmanuel Macron sur la place de la France en Afrique, Dominique Moïsi continue le constat d'échec des dernières politiques de l'Élysée et du Quai d'Orsay face à leurs concurrents russes et chinois. L'Europe n'étant pas puissante militairement, c'est la France qui doit donc assurer son rayonnement à l'international.

Mais sans les États-Unis, qu'en est-il du positionnement de la France dans ce monde en mutation?

«Il y a une reconstruction du Moyen-Orient autour de deux alliances en pointillés: l'Iran, la Turquie et la Russie, et les États-Unis, l'Arabie saoudite et Israël. La France ne doit pas choisir entre l'Arabie saoudite et l'Iran. Elle doit garder une forme d'équilibre entre les deux. Elle ne doit pas non plus considérer que la question des valeurs est totalement derrière nous. Le réalisme nous conduit à comprendre que rien n'est possible aujourd'hui au Moyen-Orient sans la Russie.»

Le réalisme! Voilà un mot essentiel dans la géopolitique. Un réalisme à la De Gaulle par exemple? Si Dominique Moïsi souhaite que Paris adopte une position d'équilibre au Moyen-Orient- comme le fait Moscou par ailleurs- la Russie et les États-Unis devraient-ils être traités de la même façon par la France?

«Nous traitons différemment la Russie et les États-Unis et l'explication est simple. La guerre économique n'est pas la guerre. Les États-Unis nous menacent par [...], son imprévisibilité, son absence de vision, de clarté, de logique. Ils sont une menace considérable pour notre avenir. Mais ils ne nous menacent pas directement. Il n'y a pas d'armée américaine qui soit prête à se déployer pour envahir l'Europe.» (Mais il y a l'armée américaine et de l'OTAN prêtent à envahir la Russie, tout est dans le non-dit ici. - LVOG)

Dominique Moïsi balaye d'un revers de main cette idée selon laquelle les États-Unis seraient une menace pour l'Europe. Sur l'aspect économique, si Donald Trump semble s'opposer au système du libéralisme absolu, sa politique pourrait aussi être analysée comme un énième moyen de pression. Sur le plan militaire, rappelons seulement que 70.000 militaires américains sont basés sur le continent. Et les Russes, qui n'ont pas de soldats en Europe, pourraient-ils nous envahir?

«Je ne crois pas d'ailleurs que cela soit l'intention russe. Je ne sombre pas dans ce travers, mais nous ne pouvons pas traiter de la même manière un pays qui de manière systématique cherche à nous affaiblir, à entrer dans nos processus électoraux, à intervenir de la manière la plus négative à la veille des élections présidentielles en France pour déstabiliser, si cela est possible, le favori français et les États-Unis.» (La fable pour justifier la différence de traitement entre la Russie et les États-Unis, c'est médiocre et usé comme argument. – LVOG)

Le deux poids deux mesures étant expliqué, Dominique Moïsi considère que si nous devons échanger avec la Russie, notamment au sujet du Moyen-Orient, si nous devons renforcer nos discussions avec la Chine, où nous avons un «retard considérable» par rapport à l'Allemagne, ces deux partenaires-concurrents devraient être analysés comme nos plus grandes menaces. Attention, «phrase un peu lourde et provocatrice»:

«Le terrorisme est une réalité de notre vie quotidienne qui va continuer. Mais l'arbre du djihadisme ne saurait cacher la forêt russe qui elle-même ne saurait cacher l'immensité de la forêt chinoise. En réalité, si nous devons hiérarchiser l'ordre des menaces, le terrorisme est le plus spectaculaire, mais à long terme ce n'est pas le plus fondamental, le plus sérieux.» sputniknews.com 14.09 ("Si nous devons hiérarchiser l'ordre des menaces", celle de ce spécimen de psychopathe l'emporte. - LVOG)

Leur humanisme est la politesse des salauds...

- La CEDH condamne le Royaume-Uni, mais pas la surveillance de masse - Liberation.fr 14.09
- L'Assemblée nationale refuse (encore) d'inscrire l'interdiction du glyphosate dans la loi - Le HuffPost
- L'Assemblée vote l'interdiction des couverts et de contenants jetables en plastique - Le HuffPost
- Le gouvernement veut faire immatriculer les vélos - Le HuffPost

Ou comment créer artificiellement de nouveaux besoins...

Marquage ou immatriculation, travaux d'infrastructures, réaménagement des voiries, développement du double sens cyclable, aménagement de «sas vélos», locaux sécurisés pour stationner des vélos, locaux destinés au stationnement des vélos deviendra obligatoire dans les nouveaux immeubles de bureaux ou d'habitation...

- Novitchok : deux espions russes présumés arrêtés aux Pays-Bas - AFP 14 septembre 2018

Deux espions russes présumés, soupçonnés d'avoir voulu pirater un laboratoire suisse associé à l'enquête Skripal, ont été arrêtés aux Pays-Bas et renvoyés en Russie au printemps, ont rapporté vendredi les médias et des sources officielles. AFP 14 septembre 2018

J'ai lu quelque part que la Russie soupçonnait les Britanniques de vouloir falsifier leur rapport sur l'affaire Skripal, apparemment ils ont voulu le vérifier par eux-mêmes. A suivre.

- Malgré l'ouragan, une prison de Caroline du Sud refuse d'évacuer ces 650 prisonniers - Slate.fr 14 septembre 2018

Alors que le gouverneur a ordonné à la population de fuir les zones à risque, un établissement pénitentiaire oblige détenus et surveillants à rester sur place. Slate.fr 14 septembre 2018

- Gaza: deux Palestiniens, dont un enfant, tués par des tirs israéliens - AFP 14 septembre 2018

Deux Palestiniens, dont un enfant de 12 ans, ont été tués vendredi par des tirs de soldats israéliens lors de manifestations et de heurts dans la bande de Gaza le long de la frontière avec Israël, a indiqué le ministère gazaoui de la Santé. AFP 14 septembre 2018

- Le conflit afghan pourrait être le plus meurtrier de 2018 - LeFigaro.fr 14 septembre 2018

Enlisé dans un double conflit avec l'État islamique et les talibans, l'Afghanistan déplore déjà près de 20.000 morts pour cette année. LeFigaro.fr 14 septembre 2018

- Peut-on encore critiquer l'Arabie saoudite ? - LePoint.fr 14 septembre 2018

Le royaume ne laisse plus aucun pays occidental dénoncer ses violations des droits de l'homme sous peine de les frapper au portefeuille. LePoint.fr 14 septembre 2018

Tiens, cela confirme ce que vous avez lu plus haut...

- L'armée très présente dans l'élection au Brésil - AFP 14 septembre 2018

- Hongrie : Guy Verhofstadt appelle les Etats-Unis à agir contre Viktor Orbán Atlantico.fr - 15 septembre 2018

L'ancien Premier ministre belge, président du groupe des libéraux au Parlement européen, a publié une tribune sur le site de CNN où il appelle les Etats-Unis à se joindre aux Européens pour "stopper" Orbán "immédiatement". Atlantico.fr 15 septembre 2018

- Répression des Ouïgours : les Etats-Unis montrent les dents à la Chine sur la question des droits de l'Homme - Atlantico.fr 15.09

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Etats-Unis

- Démission de l'amiral McRaven, ex assassin-en-chef du Pentagone - Réseau Voltaire 14 septembre 2018

L'amiral William H. McRaven a présenté au secrétaire à la Défense sa démission du Conseil consultatif de l'innovation.

Ce conseil avait été créé en 1996 par le secrétaire à la Défense, Ash Carter, afin de tirer le meilleur parti des industries innovantes de la Silicon Valley. Il réunit des personnalités de l'Internet et des militaires de haut rang.

L'amiral McRaven est entré en opposition frontale avec le président Trump lors du retrait par ce dernier de l'habilitation Secret-Défense de l'ancien directeur de la CIA, John Brennan. Il avait alors publié une tribune libre pour demander par solidarité le retrait de sa propre habilitation. Ce texte avait été publié par le Washington Post [1] le jour même où d'anciens hauts responsables du Renseignement publiaient également un texte de soutien à Brennan [2].

Après la publication d'une tribune libre anonyme anti-Trump dans le New York Times [3], cette fois attribuée à un haut fonctionnaire de la Maison-Blanche, McRaven a été prié de présenter sa démission du Conseil où il siégeait.

L'amiral McRaven est devenu célèbre en conduisant l'opération Trident de Neptune (Neptune's Spear). Il aurait assassiné Oussama Ben Laden dans sa demeure d'Abbottabad, au Pakistan. Cette opération mise en scène par le président Barack Obama, a été vivement contestée par le Pakistan. D'abord parce qu'elle a été accomplie en violation de sa souveraineté et ensuite parce qu'Oussama Ben Laden ne résidait pas à Abbottabad, mais est mort en Afghanistan en décembre 2011. L'amiral McRaven a alors dirigé les Forces spéciales (US SoCom). À ce titre, il a été auditionné par le Congrès et a fièrement révélé pratiquer des assassinats politiques dans 78 pays dans le monde. Le président Obama avait chargé McRaven de constituer un réseau avec les Forces spéciales alliées de manière à pouvoir assassiner n'importe qui, n'importe où dans le monde, en moins de 48 heures [4].

John O. Brennan a mené une longue carrière à la CIA jusqu'à en devenir directeur (2013-17). Il a développé considérablement le programme d'assassinat par drones de l'Agence. Dans ce cadre, il a travaillé étroitement avec l'amiral McRaven. Il est par contre entré en conflit avec le général Michael T. Flynn du Renseignement militaire. Devenu le premier conseiller de Sécurité nationale du président Trump, Flynn a immédiatement fait révoquer Brennan et a tenté de réorganiser la CIA autour de ses missions de Renseignement humain et non plus de liquidation de ses ennemis. Brennan a alors mené le combat politique contre Flynn et Trump les accusant d'être des agents russes. Son accréditation Secret-Défense a été révoquée le 15 août 2018. Réseau Voltaire 14 septembre 2018

Notes.

[1] « Revoke my security clearance, too, Mr. President », by William H. McRaven, Washington Post (United States) , Voltaire Network, 16 August 2018.

[2] "Statement from former senior intelligence officials", Voltaire Network, 16 August 2018.

[3] "I Am Part of the Resistance Inside the Trump Administration", New York Times (United States) , Voltaire Network, 5 September 2018.

[4] « La globalisation des Forces spéciales », par Manlio Dinucci, Traduction Marie-Ange Patrizio, Il Manifesto (Italie) , Réseau Voltaire, 13 mai 2014.

Syrie

- Washington, Paris et Londres crient à une attaque chimique en Syrie: quid des preuves? - sputniknews.com 14.09

Les États-Unis, la France et le Royaume-Uni n'ont présenté aucune preuve de l'intention du gouvernement syrien d'utiliser des armes chimiques, a déclaré vendredi le chef de la diplomatie russe. Selon lui, les accusations des pays occidentaux poussent les radicaux à mettre en scène une nouvelle provocation.

Il n'y a aucune preuve de la préparation par Damas d'une attaque chimique, a déclaré ce vendredi le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, lors de la réunion du Forum russo-allemand.

«Ils [les pays occidentaux, ndlr] ne nous présentent aucun fait prouvant que le gouvernement [syrien, ndlr] se prépare à une telle chose. Dans le même temps, les données concernant le nombre de bidons de chlore livrés [à Idlib, ndlr] rendues régulièrement publiques par les militaires russes sont négligées», a-t-il précisé. sputniknews.com 14.09

En complément

Idlib, plus grande base-arrières de djihadistes d'Al-Qaïda dans le monde - Atlantico.fr

Voilà ce que "la communauté internationale" ou les puissances occidentales appellent à défendre...

Irak

- Irak: le bloc proche de l'Iran emporte la bataille du Parlement - AFP 15 septembre 2018

Le Parlement irakien a élu samedi à sa direction les candidats soutenus par le bloc proche de l'Iran, préfigurant la formation du prochain gouvernement par les anciens combattants anti-jihadistes proches de Téhéran et le populiste chiite Moqtada Sadr.

Neuf mois après l'annonce de la "victoire" sur le groupe jihadiste État islamique (EI) et sur fond de crise sociale et sanitaire, ces élections constituent le premier pas vers un nouveau cabinet après une paralysie politique de plus de quatre mois.

Les députés élus en mai ont porté à la présidence de la chambre le sunnite Mohammed al-Halboussi, soutenu par le bloc pro-Iran, dominée par l'Alliance de la Conquête de Hadi al-Ameri.

Ils lui ont choisi comme premier adjoint Hassan Karim, l'ancien maire d'arrondissement de Sadr City, bastion de Moqtada Sadr à Bagdad.

L'émissaire iranien "Qassem Soleimani a réussi à unifier les forces chiites et à obtenir des postes aux sunnites qui l'ont suivi", affirme à l'AFP le politologue irakien Hicham al-Hachémi.

De son côté l'émissaire américain Brett McGurk a "échoué à diviser les chiites, n'est pas parvenu à tenir ses promesses de postes aux sunnites qui s'étaient ralliés aux Etats-Unis et n'a pas été en mesure de faire peur aux sunnites qui ont choisi le camp iranien", poursuit M. Hachémi.

"L'Iran a déjà marqué deux points, tandis que les Etats-Unis en ont perdu trois", résume-t-il.

M. Halboussi --élu à 37 ans plus jeune président du Parlement en Irak-- a obtenu 169 voix sur 298 votes exprimés, tandis que l'ex-ministre de la Défense Khaled al-Obeïdi, candidat du Premier ministre sortant Haider al-Abadi, n'en a récolté que 89.

M. Abadi était un temps pressenti pour conserver son poste après son alliance avec Moqtada Sadr, vainqueur des législatives sur un programme anti-corruption commun avec les communistes.

Mais son grand allié l'a lâché le 8 septembre à l'issue de quatre jours de manifestations meurtrières à Bassora, ville pétrolière du sud en proie à une crise sanitaire sans précédent. Et M. Abadi a jeté l'éponge cette semaine.

Ce sont désormais ses deux rivaux, arrivés devant lui aux législatives, qui désigneront son successeur après s'être dit "sur la même longueur d'ondes" pour former le futur gouvernement.

Dans le système irakien d'élection à la proportionnelle, calibré pour éviter tout retour à la dictature après Saddam Hussein, les listes de députés doivent se regrouper en coalitions.

Le bloc qui compte le plus de députés désigne le Premier ministre, qui exerce véritablement le pouvoir exécutif.

Ce choix semble donc aujourd'hui entre les mains de MM. Ameri et Sadr, qui ont rallié autour d'eux des forces sunnites et kurdes.

Car dans un système qui réserve traditionnellement le poste de président du Parlement à un sunnite, de président de la République à un Kurde et de Premier ministre à un chiite, les tractations porte sur un accord englobant les trois postes.

- "Technocrates" -

Le futur président de la République sera élu par le Parlement dans les trente jours qui suivent. C'est lui qui chargera officiellement la plus large coalition de former le gouvernement.

En 2014, alors que l'EI venait de s'emparer de près d'un tiers de l'Irak face à des forces armées en pleine débandade, M. Abadi, peu connu du grand public, avait été choisi comme le candidat du consensus, à même de satisfaire l'Iran et les Etats-Unis, les deux puissances agissantes en Irak, actuellement à couteaux tirés.

Pour les experts, un tel scénario pourrait tout à fait se reproduire cette année, alors que le chef spirituel de la majorité des chiites d'Irak, le grand ayatollah Ali Sistani, a déjà dit refuser un politicien ayant été au pouvoir par le passé.

Moqtada Sadr, lui, pousse pour un Premier ministre "indépendant" et un gouvernement de "technocrates", tandis que M. Ameri, lui-même chef d'un puissant groupe armé soutenu par l'Iran et dénoncé par Washington, a déjà annoncé qu'il ne serait pas candidat au poste de chef du gouvernement.

M. Halboussi était jusqu'à son élection au Parlement le 12 mai sur une liste sunnite locale, le gouverneur de la province d'Anbar, dans l'ouest désertique.

Devant les 298 députés --sur 329-- présents lors du vote, il a plaidé pour "de réelles réformes", évoquant notamment Bassora, théâtre la semaine dernière de manifestations meurtrières réclamant des services publics et la fin de la corruption. AFP 15 septembre 2018

A lire dans la causerie du 10 septembre : L'Iraq à la croisée des chemins - Réseau Voltaire 9 septembre 2018

Venezuela

- Venezuela: le secrétaire général de l'OEA n'exclut pas une "intervention militaire" - AFP 15 septembre 2018

Le secrétaire général de l'OEA, Luis Almagro, a déclaré vendredi qu'il ne fallait pas exclure "une intervention militaire" au Venezuela pour "renverser" le gouvernement de Nicolas Maduro, responsable de la grave crise économique, humanitaire et migratoire que traverse le pays.

"En ce qui concerne une intervention militaire visant à renverser le régime de Nicolas Maduro, je pense que nous ne devons exclure aucune option", a déclaré M. Almagro lors d'une conférence de presse dans la ville colombienne de Cúcuta, principal point d'entrée des Vénézuéliens en Colombie, près de la frontière avec le Venezuela.

Le dirigeant de l'Organisation des Etats d'Amérique (OEA), que le président Maduro accuse d'"ingérence", a soutenu sa déclaration en faisant état de "violations des droits de l'homme" et de "crimes contre l'humanité" commis selon lui par le gouvernement vénézuélien contre son peuple.

"Devant la souffrance des gens, devant l'exode (de la population) qu'il (le gouvernement vénézuélien), a provoqué, des actions diplomatiques doivent tout d'abord être menées, mais nous ne devons exclure aucune (autre) action", a-t-il déclaré.

Il a affirmé que le pouvoir vénézuélien utilisait "la misère, la faim, le manque de médicaments et des instruments répressifs pour imposer sa volonté politique au peuple".

Judi, M. Almagro avait estimé que la crise déclenchée par l'émigration massive des Vénézuéliens pouvait se résoudre par un gouvernement démocratique.

"La crise migratoire vénézuélienne se résout par la démocratie dans le pays", a déclaré M. Almagro lors d'une visite à Carthagène des Indes, en Colombie, où il s'est entretenu avec le président Ivan Duque.

"C'est une nécessité très claire, sinon le régime va continuer à nous mentir, va continuer à nous dire qu'il n'y a pas de crise, pas de pénuries, que le problème n'a pas de dimensions humanitaires", a-t-il ajouté.

"La crise migratoire vénézuélienne est absolument immorale car elle démontre l'indolence d'un gouvernement (...) à l'heure de traiter les problèmes, les besoins de son peuple", a-t-il souligné.

M. Almagro a mis en cause le "régime" de Nicolas Maduro, qu'il a qualifié de "dictatorial", notamment pour son refus de reconnaître l'exode massif de la population, en raison de la crise du pays.

"Tenter de soutenir ce mensonge (...) est définitivement un acte immoral", a estimé le secrétaire général de l'OEA.

Il a salué l'accueil réservé aux migrants vénézuéliens en Colombie, qui a reçu plus d'un million de personnes, dont plus de 820.000 ont été régularisées.

Onze pays d'Amérique latine, réunis pour la première fois la semaine dernière sur la crise des migrants vénézuéliens, ont appelé Caracas à accepter l'aide humanitaire pour endiguer cet afflux qui déstabilise les capacités d'accueil de la région. AFP 15 septembre 2018

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Bangladesh

- Bangladesh: les ouvriers du textile dénoncent le salaire minimum - AFP 15 septembre 2018

Les syndicats bangladais manifestent pour dénoncer le salaire minimum "inhumain" de 95 dollars par mois fixé par le gouvernement pour les quatre millions de travailleurs de l'habillement du pays. AFP 15 septembre 2018